

Comme mon collègue de London—Middlesex l'a fait au sujet du sien, j'entends faire l'éloge de ce rapport. Il s'agit là d'un document exhaustif sur les activités de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN et je recommande à tous les députés et à tous les Canadiens de le lire.

* * *

GESTION DE LA CHAMBRE

DIX-SEPTIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, conformément aux articles 104 et 114 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 17^e rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre.

Avec le consentement de la Chambre, j'entends proposer l'adoption de ce rapport plus tard aujourd'hui.

[Note de l'éditeur: Voir les *Procès-verbaux* d'aujourd'hui.]

* * *

[Français].

PÉTITIONS

LA TAXE SUR LES LIVRES

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter cet après-midi à la Chambre des communes, selon le Règlement de la Chambre.

[Traduction]

La première pétition concerne la taxe sur les articles de lecture. Les pétitionnaires soulignent qu'il n'y a jamais eu de taxe sur les articles de lecture dans notre pays, étant donné la haute priorité que nous avons accordée à l'alphabétisation et à l'éducation au cours des années. Ils déplorent le fait que le gouvernement impose cette taxe.

L'ÉDUCATION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Ma deuxième pétition porte sur l'éducation. Elle est signée par des Canadiens d'un peu partout qui soulignent que, cette année, le gouvernement a retranché près de un demi-milliard de dollars des paiements de transfert. Ils ajoutent que le gouvernement parle parfois assez éloquentement de l'accroissement de la compétitivité et de la productivité, ainsi que de la valorisation du savoir. Pourtant, il prend de telles mesures. Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'accroître son aide financière aux collèges et aux universités et de supprimer cette taxe déplorable de 3 p. 100 sur les prêts aux étudiants.

Affaires courantes

LA CROATIE

M. Alex Kindy (Calgary-Nord-Est): Monsieur le Président, j'ai trois ou quatre pétitions signées par des Canadiens d'un peu partout qui demandent au gouvernement de tenir compte du fait qu'en avril 1990, les Croates avaient voté dans une proportion de 94 p. 100 en faveur de leur indépendance.

• (1510)

À l'heure actuelle, ils sont envahis par une armée dirigée par des éléments antidémocratiques serbes. Par conséquent, les pétitionnaires demandent au gouvernement de reconnaître l'indépendance de la Croatie.

LA BASE DE CORNWALLIS

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, je voudrais également déposer une pétition. La mienne est signée par des centaines d'habitants du comté d'Annapolis, du comté de Digby et d'ailleurs qui s'inquiètent du sort de la base des Forces canadiennes de Cornwallis. Les signataires veulent rappeler au gouvernement que Cornwallis possède des installations de premier ordre qui pourraient facilement assumer, en plus de l'entraînement des recrues, de nouvelles fonctions dont le ministère de la Défense nationale peut avoir besoin.

Cela comprend la proposition actuellement à l'étude pour les forces de maintien de la paix, ainsi que les troupes de réserve, la milice et tout ce que le gouvernement voudrait ajouter pour conserver les quelque 500 emplois civils et plus de 64 millions de dollars dans la région.

LA RIVIÈRE THOMPSON-NORD

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une pétition au nom d'un certain nombre d'habitants de la Colombie-Britannique, venant surtout de Fort Nelson. Les pétitionnaires y expriment leurs inquiétudes concernant la proposition d'une société de Vancouver qui vise à endiguer la rivière Thompson-Nord à Valemount, en Colombie-Britannique, pour en détourner une partie des eaux à San Diego, en Californie.